

Tanguy de Wilde

La montée en puissance de la Chine depuis le 11 septembre 2001

Les attentats terroristes du 11 septembre 2001 aux États-Unis ont largement occulté dans la mémoire collective l'incident de Hainan qui, au printemps 2001, affecta gravement les relations sino-américaines. En effet, le 1^{er} avril 2001, un événement inédit se produisit en mer de Chine du Sud. En route vers Okinawa au Japon, un avion militaire de reconnaissance américain de type Lockheed EP-3 traversa, au-dessus de la mer de Chine du Sud, un espace aérien considéré comme faisant partie des voies de passage internationales par Washington. Pékin à l'inverse considère cette zone sise entre son île de Hainan et l'archipel des Paracels, qu'elle revendique, comme faisant partie de l'espace aérien chinois. Sans entrer ici dans la controverse juridique, il faut insister sur l'extrême gravité de l'incident. Pékin fit décoller deux avions de chasse pour forcer l'appareil américain à changer de cap. Une collision se produisit entre l'avion de reconnaissance et un des deux avions de chasse entraînant la mort du pilote de ce dernier. Endommagé,

le Lockheed EP3 fut lui contraint d'atterrir d'urgence sur l'île de Hainan où l'équipage fut arraisonné et l'avion démonté par les autorités chinoises. Après une dizaine de jours, sans perdre la face, au terme de déclarations conciliantes, les deux parties finirent par mettre une sourdine à l'incident diplomatique. Les vingt-quatre membres d'équipage ainsi que l'avion en pièces détachées furent remis aux États-Unis.

L'enseignement qu'on pouvait tirer de cet épisode était assez clair : l'espionnage auquel se livrait sans doute l'appareil américain indiquait que les États-Unis étaient en alerte par rapport aux prétentions croissantes de Pékin en mer de Chine méridionale. Quant à la réaction chinoise, elle montrait en quelque sorte que l'empire du Milieu voulait affirmer ses prétentions souveraines en ces lieux. En un mot, la confrontation post-guerre froide que d'aucuns prédisaient à terme prenait pour la première fois une dimension militaire. Nonobstant, à la fin de l'année 2001, la Chine deviendra membre de l'Organisation mondiale du commerce (OMC), achevant ainsi une normalisation dans le domaine économique entamée dès 1978 sous l'égide de Deng Xiao Ping. Partenaire indispensable ou rival systémique, l'équation du statut international d'une Chine en pleine expansion prenait donc forme en cette année 2001.

L'ascension pacifique de la Chine

L'irruption de la conscience du terrorisme à grande échelle que déclencha le 11 septembre 2001 n'eut pas sur Pékin une incidence majeure. Certes, la Chine se rallia à l'objectif commun des grandes puissances : la lutte contre le terrorisme d'où qu'il vienne. Pour ce faire, elle infléchit quelque peu sa position de principe à l'ONU, plutôt rétive à toute intervention, pour légitimer avec l'ensemble du Conseil de sécurité la traque des djihadistes en Afghanistan. Mais le plus important pour Pékin, en 2001, résidait dans une affirmation internationale que l'in-

cident de Hainan faisait saillir. La Chine et sa croissance tous azimuts ne pouvaient plus se cacher comme l'y exhortait auparavant Deng Xiao Ping en sa formule célèbre¹. Certains y virent les prémices d'un affrontement sur certaines lignes de fracture en Asie du Sud et de l'Est. Mais le nouveau président Hu Jintao tempéra dès 2002 le positionnement de la Chine en mettant en exergue le concept d'« ascension pacifique » puis – ce dernier terme pouvant heurter – de « développement pacifique ». Tout le discours autour du positionnement international de la Chine tournera autour de l'idée d'un retour à la normale². C'est le dix-neuvième siècle, siècle des traités inégaux et des humiliations, qui était anormal. C'est l'isolement maoïste qui n'était pas à la hauteur des six mille ans de civilisation chinoise. Et si la Chine semblait devenir plus puissante, c'était aussi à cause du relatif déclin ou de la stagnation des autres puissances : les États-Unis englués dans des responsabilités mondiales qui bientôt l'inciteront à des interventions aventureuses, en particulier en Irak ; la Russie dont l'aura n'égale plus celle de l'URSS ; le Japon, bridé par son pacifisme constitutionnel et son alliance avec Washington ; l'Union européenne, structure atypique, au fonctionnement post-moderne assez étrange pour les Chinois.

Dans un premier temps, la volonté chinoise de faire correspondre son produit intérieur brut à l'ampleur de sa démographie par une croissance à deux chiffres put séduire en ouvrant un vaste marché. Elle s'accompagnait d'une vision des relations internationales assez neutre, sans guère de messianisme, si ce n'est les principes de la coexistence pacifique, en particulier le respect des souverainetés et le bénéfice mutuel des échanges.

1 Deng Xiao Ping indiquait à son pays une méthode patiente et discrète pour retrouver son rang au sein de l'ordre international : « Observons avec calme, garantissons nos positions, gérons le changement avec confiance, cachons nos capacités, évitons de nous mettre en avant [et attendons notre heure], sachons garder un profil bas, ne prétendons jamais au leadership et apportons notre contribution ».

2 La part de la Chine dans le PIB mondial est passée en quarante ans d'environ 1 % à plus de 18 %.

Dès 2003, l'Union européenne noua avec la Chine un partenariat dit stratégique, indiquant l'importance pour les deux parties d'entretenir des relations profitables. La Commission et le couple franco-allemand commencèrent même à envisager de lever la dernière mesure restrictive prise par les Douze à la suite du massacre de la place Tien An Men en juin 1989 : un embargo sur les armes. Mais l'Union se ravisa en découvrant en 2005 dans l'arsenal législatif chinois une loi dite anti-sécession, à savoir une norme légitimant l'usage de la force par Pékin pour mettre fin à une éventuelle déclaration d'indépendance de Taiwan. Dans ces conditions, il n'était plus question de pourvoir à l'armement chinois dans le chef de l'Union européenne³.

Un « choc » des universalismes

Par la suite, les questions considérées par la Chine comme des affaires intérieures ne cesseront de tendre les relations entre Pékin et l'Occident : non seulement le destin de Taiwan, mais aussi le sort des Tibétains, de Hong-Kong et des Ouïghours du Xinjiang. La question des droits humains en général et la propagation des idéaux démocratiques par l'UE et les États-Unis viendront buter sur l'intransigeance chinoise. La volonté normative occidentale énoncée au nom de valeurs universelles, et parfois assortie de mesures coercitives, est en opposition frontale avec un autre universalisme avancé par Pékin : la non-immixtion dans les affaires intérieures comme principe cardinal des relations internationales. En outre, en Asie, on considère volontiers que la proclamation de valeurs universelles est une caractéristique typiquement occidentale et que des sociétés différentes peuvent avancer une conception différente de l'épanouissement humain. Pour certains Chinois, le

3 Sur ces diverses évolutions, cf. notamment T. de Wilde et T. Struye (dir.), *La Chine sur la scène internationale. Vers une puissance responsable ?*, Bruxelles, P.I.E.-Peter Lang, 2012 et J. -P. Cabestan, *La politique internationale de la Chine : entre intégration et volonté de puissance*, Paris, Presses de Sciences Po, 2ème édition 2015.

terme « démocratie » ne revêt d'ailleurs pas de caractéristique positive. Il évoque la désastreuse Révolution culturelle de Mao, la non moins catastrophique Glasnost de Gorbatchev qui provoqua l'effondrement de l'URSS ou le régime démocratique de Taiwan qui a fait émerger un parti indépendantiste⁴. La démocratie n'apparaît en outre pas opportune pour gérer efficacement le développement de plus d'un milliard d'individus. Ce « choc » des universalismes a aussi des répercussions dans les relations qu'entretient la Chine avec le reste du monde : pour Pékin, il n'est pas nécessaire de pratiquer une quelconque forme de conditionnalité dans la coopération au développement, par exemple. Les relations entre États sont des relations de type client-fournisseur. Ce que mobilisent les dirigeants chinois, ce sont les gains qu'ils peuvent procurer à autrui pour obtenir un dividende politique : la fin des relations diplomatiques que certains États du tiers monde avaient maintenues avec Taïpeh au profit d'une reconnaissance de la République populaire de Chine. Et les résultats sont éloquentes. Certes, Taiwan entretient un réseau assez large de relations diplomatiques non officielles par le biais de Bureaux de représentation, mais, au cours des vingt dernières années, une douzaine de pays ont reconnu Pékin comme seul représentant de la Chine et il ne reste qu'une quinzaine d'États relativement peu importants qui continuent à ne reconnaître que Taiwan.

Des réseaux d'influence non-occidentaux

L'affirmation de sa puissance par la Chine connut une apothéose de prestige lors des Jeux olympiques de Pékin en 2008 et la crise financière qui intervint à la fin de la même année indiqua la place incontestable de la Chine dans le système économique mondial : elle parut moins un problème qu'un élément de solution de la crise par les potentialités de croissance qu'elle

⁴ Cf. à ce propos, notamment, M. Leonard, *Que pense la Chine ?*, Paris, Plon, 2008.

continuait à receler. Dix ans après le 11 septembre 2001, on perçut davantage aussi l'importance de cénacles souvent informels où la Chine joue un rôle sans la présence des Occidentaux, l'Organisation de Coopération de Shangaï (OCS) et les BRICS, pour n'en citer que deux. L'OCS au départ concerne surtout les relations sino-russes repensées après l'effondrement de l'URSS. L'organisation fondée en 2001 réunit outre Pékin et Moscou les républiques asiatiques anciennement soviétiques : l'Ouzbékistan, le Tadjikistan, le Kirghizstan et le Kazakhstan. L'irruption de ces États sur la scène asiatique incita la Russie et la Chine à s'entendre pour qu'ils ne soient pas le théâtre d'une concurrence néfaste entre elles mais le lieu de leur coopération en matière économique et de sécurité. *De facto*, l'OCS deviendra aussi un creuset de diffusion de l'influence chinoise et de coordination de positions à défendre ensemble à l'ONU ou au sein d'autres instances. Il en va de même pour les BRICS, ce forum de concertation régulière entre le Brésil, la Russie, l'Inde, la Chine et l'Afrique du Sud, avec des sommets annuels organisés depuis 2011. Et des initiatives spécifiques comme un Banque asiatique d'investissement pour les infrastructures qui marche sur les plates-bandes du FMI et de la Banque mondiale. En 2017, l'adhésion à l'OCS de l'Inde et du Pakistan apparaît paradoxale : voulue par la Russie, elle est le signe de la puissance grandissante de la Chine, à laquelle Moscou entend faire contrepoids. New Dehli vient contrebalancer l'influence de Pékin.

Un « rêve chinois » décomplexé en question

Il est vrai que l'arrivée au pouvoir de Xi Jinping en 2012 constitua un tournant. Non seulement le président chinois prit des allures de nouveau Timonier aux mandats à la longueur indéfinie, mais il porta une parole inédite, celle de la puissance chinoise décomplexée, et des projets grandioses devant incar-

ner le rêve chinois, comme l'« Initiative Route et Ceinture ». Il s'agit là d'une modernisation des anciennes routes de la soie destinée à assurer une connectivité idéale de l'Asie à l'horizon mythique de 2049, date anniversaire des cent ans de la Révolution maoïste. Certes, Xi ne s'aveugle pas et est conscient que la Chine demeure le plus grand pays en développement du monde mais, dès 2017, il n'hésite pas à affirmer que « la Chine se hissera au premier rang mondial en termes de puissance globale et de rayonnement international » ou encore, s'adressant à l'UE « (...) la Chine est un acteur dont l'influence internationale augmente, (...) elle est plus sûre d'elle en Asie et plus disposée à prendre des risques »⁵.

Face à l'évidence, une première question se pose : certes, comme le note un observateur, la Chine s'est définitivement insérée sur la scène internationale où elle « emprunte au monde qu'elle fréquente tout ce qui peut la compléter et lui permettre d'être elle-même »⁶, mais est-elle une puissance responsable apte à réguler les conflits, à projeter la paix, à contribuer à l'organisation d'instruments de gouvernance mondiale indispensables pour lutter contre le terrorisme ou le réchauffement climatique ? Là, l'énigme demeure même s'il y a des éléments indiquant une évolution. La grande difficulté réside dans la nature du régime, dirigiste et foncièrement non démocratique, et partant moins susceptible de développer un leadership mondial incontesté. Les États occidentaux estiment que Pékin ne respecte pas les règles du jeu commercial et bénéficie d'une rente de situation après avoir développé une sorte de capitalisme d'Etat. Par ailleurs, la Chine n'hésite plus à répliquer par des contre-mesures quand l'UE et ses États membres sanctionnent son comportement au Xinjiang.

5 La pensée politique de Xi Jinping est contenue dans une série d'opuscules qui font l'objet d'une diffusion polyglotte par la propagande de Pékin.

6 É. de la Maisonneuve, *Les défis chinois. La révolution Xi Jinping*, Monaco, Éditions du Rocher, 2018, p. 34.

Une deuxième question est liée à la crise du Covid-19 durant laquelle la Chine a montré des capacités hallucinantes de confinement strict pour endiguer la contamination et juguler le virus en son sein. Cette crise, étendue à la planète au départ de l'empire du Milieu, est-elle le signe d'un rapport de bascule au profit de la Chine vu que les États-Unis de Trump n'ont même pas tenté d'organiser la réplique en commun avec leurs alliés traditionnels ? Au début de la crise, Pékin a pu tirer parti de sa capacité de production de matériel médical de base. La Chine a accéléré cet atout productif en faisant tourner les usines à plein régime. La fourniture de masques, par exemple, s'accompagnait d'une scénarisation présentant Pékin comme le grand sauveur, même si, dans la précipitation, la qualité du matériel n'était pas toujours au rendez-vous. Cette rente de situation n'est en réalité que la conséquence d'une division internationale du travail industriel qui laisse à la Chine ou à l'Inde l'essentiel de la fabrication du matériel de base ou de pièces détachées alors que l'Europe et les États-Unis produisent ou assemblent des biens extrêmement sophistiqués. Et les pays occidentaux n'ont pas pensé, comme ils le font pour le pétrole, par exemple, constituer des stocks stratégiques de matériel médical, pour tenir trois mois, en cas de besoin accru ou de difficultés de livraison. L'idée était qu'on pourrait toujours se fournir à flux tendus. Mais une des leçons à tirer de la crise est claire : une révision des stratégies de sécurité incluant la réalité d'une pandémie et des moyens matériels d'y faire immédiatement face. À terme, l'atout chinois de 2020 disparaîtra.

Une troisième et dernière question conclura la réflexion : l'indéniable montée en puissance de la Chine vingt ans après le 11 septembre est-elle à même de faire advenir le piège de Thucydide ? Cette dernière expression désigne la rivalité entre Athènes et Sparte relatée par l'antique historien et qui mena inexorablement à la guerre. De manière générique, le « piège » vise une situation où une puissance dominante est concurrencée

par une puissance montante et où cette compétition conduit à la guerre, ce que beaucoup d'exemples ont illustré au cours des siècles. Autrement dit, la rivalité « systémique » entre la Chine et les États-Unis est-elle le prélude à un affrontement militaire généralisé entre les deux puissances ? À l'évidence, cette perspective n'a rien de mécanique. Il y a d'abord, entre deux grandes puissances, la dissuasion nucléaire qui inhibe un conflit direct, comme la guerre froide l'a montré. Mais d'autres éléments permettent aussi de réfuter la prophétie guerrière. Certes, la puissance militaire chinoise est en croissance impressionnante mais le budget militaire américain est encore près de trois fois plus élevé. Surtout, aucun des deux protagonistes n'a intérêt à l'affrontement. D'un point de vue économique et commercial, les deux États sont interdépendants. En outre, les États-Unis ne voient pas spécialement d'un mauvais œil le partage du fardeau des responsabilités internationales avec la Chine mais aussi avec d'autres États, le moment unipolaire vécu après la chute de l'URSS n'ayant *in fine* pas spécialement été favorable aux États-Unis. Au bout du compte, la seule difficulté avec la Chine, c'est qu'elle ne partage pas les valeurs occidentales. Il y a peu de chance qu'elle incarne une puissance « bienveillante » ou « bénévole ». À l'instar de l'URSS jadis, patrie d'un « Grand soir » illusoire, qui s'est en partie effondrée par défaut d'attractivité culturelle, la Chine pourrait connaître la même réticence à l'égard du « rêve chinois » ; avec toutefois une différence de taille concernant l'empire du Milieu : sa puissance économique qui est sans doute là pour durer.